



TRIBUNAL DE PRIMERA INSTANCIA DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS
SOD PRVNÍHO STUPNĚ EVROPSKÝCH SPOLEČENSTVÍ
DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABERS RET I FØRSTE INSTANS
GERICHT ERSTER INSTANZ DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN
EUROOPA ÜHENDUSTE ESIMESE ASTME KOHUS
ΠΡΩΤΟΔΙΚΕΙΟ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ
COURT OF FIRST INSTANCE OF THE EUROPEAN COMMUNITIES
TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
CÚIRT CHÉADCHÉIME NA GCOMHPHOBAL EORPACH
TRIBUNALE DI PRIMO GRADO DELLE COMUNITÀ EUROPEE
EIROPAS KOPIENU PIRMĀS INSTANCES TIESA

EUROPOS BENDRIŲ PIRMOSIOS INSTANCIJOS TEISMAS
EURÓPAI KÖZÖSSÉG EK ELSŐFOKÚ BÍRÓSÁGA
IL-QORT TAL-PRIMĪSTANZA TAL-KOMUNITAJIET EWROPEJ
GERECHT VAN EERSTE AANLEG VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN
SĄD PIERWSZEJ INSTANCIJ WSPÓLNOT EUROPEJSKICH
TRIBUNAL DE PRIMEIRA INSTÂNCIA DAS COMUNIDADES EUROPEIAS
SÚD PRVÉHO STUPŇA EURÓPSKYCH SPOLOČENSTEV
SODIŠČE PRVE STOPNJE EVROPSKIH SKUPNOSTI
EUROOPAN YHTEISÖJEN ENSIMMÄISEN OIKEUSASTEEN TUOMIOISTUIN
EUROPEISKA GEMENSKAPERNAS FÖRSTAINSTANSRÄTT

Presse et Information

COMMUNIQUÉ DE PRESSE n°102/05

29 novembre 2005

Arrêts du Tribunal de première instance dans les affaires
T-33/02, T-52/02, T-62/02 & T-64/02

*Britannia Alloys & Chemicals Ltd, Société nouvelle des couleurs zinciques SA (SNCZ),
Union Pigments AS et Dr Hans Heubach GmbH & Co. KG /
Commission des Communautés européennes*

LE TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE REJETTE LES DEMANDES D'ANNULATION OU DE RÉDUCTION DES AMENDES INFLIGÉES PAR LA COMMISSION AUX MEMBRES D'UNE ENTENTE SUR LE MARCHÉ DU PHOSPHATE DE ZINC

*Vu la gravité et la durée de l'infraction, le Tribunal estime que les amendes étaient justifiées
et calculées d'une manière appropriée.*

Par une décision en date du 11 décembre 2001¹, la Commission a condamné six entreprises européennes, productrices et vendeuses de produits à base de zinc fréquemment utilisés dans l'industrie de la peinture, à payer des amendes, d'un montant total de 11,95 millions d'euros, pour une infraction au droit communautaire de la concurrence.

La Commission a estimé qu'une entente réunissant les sociétés Britannia (Trident à compter du 15 mars 1997), Heubach, James Brown, la SNCZ et Union Pigments a existé entre le 24 mars 1994 et le 13 mai 1998. Cette entente, qui s'est limitée au phosphate de zinc standard, a permis la mise en place d'un accord de partage du marché avec des quotas de vente. L'entente a également permis la fixation de prix "planchers" ou "recommandés" et l'attribution de clients.

Quatre des six entreprises ont introduit un recours contre cette décision devant le Tribunal de première instance. Elles ne contestent pas leur participation à l'entente, mais demandent l'annulation de l'amende infligée ou la réduction de son montant.

¹ Décision 2003/437/CE de la Commission, du 11 décembre 2001, relative à une procédure engagée au titre de l'article 81 du traité CE et de l'article 53 de l'accord EEE (Affaire COMP/E-1/37.027 – Phosphate de zinc) (JO 2003, L 153, p.1).

Dans ses arrêts d'aujourd'hui, le Tribunal rejette tous les moyens invoqués par ces entreprises, notamment les prétendues violations, d'une part, du règlement n° 17² en ce qui concerne la méthode de calcul des amendes et, d'autre part, des principes généraux de proportionnalité, d'égalité de traitement, de non-discrimination, de sécurité juridique et de non-rétroactivité.

Le Tribunal confirme donc l'appréciation de la Commission. En effet, l'infraction devait être qualifiée de "très grave" eu égard à la nature du comportement en cause, à ses effets réels sur le marché, ainsi qu'au fait qu'elle avait couvert l'ensemble du marché commun et, après sa création, l'ensemble de l'Espace économique européen (EEE). De plus, la Commission était en droit de conclure que les entreprises concernées avaient participé à l'entente pendant plus de quatre ans. Le "traitement différencié" appliqué aux entreprises concernées dans l'évaluation des amendes était justifié en vertu de l'application du principe d'individualité des peines et des sanctions, et afin, d'une part, de tenir compte de la capacité économique effective de chacune et, d'autre part, de garantir un effet dissuasif suffisant.

Plus particulièrement, dans l'affaire *Britannia*, la requérante a fait référence à l'article 15, paragraphe 2, du règlement n° 17 selon lequel le montant final de l'amende ne peut pas dépasser 10 % du chiffre d'affaires réalisé au cours de l'exercice social précédant la décision infligeant l'amende. À cette époque, la requérante était une société non commerciale, ayant vendu ses activités dans le secteur du zinc à une autre société. Son chiffre d'affaires lors de l'exercice social précédant la décision étant donc nul, le Tribunal juge qu'il n'a pas pu servir de base pour la détermination du plafond prévu par le règlement. Selon le Tribunal, il découle, tant des objectifs du système dans lequel l'article 15, paragraphe 2, du règlement n° 17 s'insère, que de la jurisprudence, que l'application du plafond de 10 % présuppose, d'une part, que la Commission dispose du chiffre d'affaires pour le dernier exercice social qui précède la date d'adoption de la décision et, d'autre part, que ces données représentent un exercice complet d'activité économique normale pendant une période de douze mois. Dès lors, **la Commission était obligée, pour fixer la limite maximale de l'amende, de recourir au chiffre d'affaires le plus récent reflétant une année complète d'activité économique.** Dans le cas d'espèce, la Commission était en droit de fixer le plafond par rapport à l'exercice social clos au 30 juin 1996.

En conséquence, **le Tribunal rejette les demandes d'annulation et de réformation des amendes des requérantes.**

RAPPEL: Un pourvoi, limité aux questions de droit, peut être formé devant la Cour de justice des Communautés européennes contre la décision du Tribunal, dans les deux mois à compter de sa notification.

² Règlement n° 17/62 du Conseil, du 6 février 1962, premier règlement d'application des articles 85 et 86 du traité (JO 1962, 13, p.204).

*Document non officiel à l'usage des médias, qui n'engage pas
le Tribunal de première instance.*

Langues disponibles : FR, DE, EN, ES, PL

*Le texte intégral des arrêts se trouve sur le site Internet de la Cour
<http://curia.eu.int/jurisp/cgi-bin/form.pl?lang=fr>*

Généralement, il peut être consulté à partir de 12 heures CET le jour du prononcé.

*Pour de plus amples informations, veuillez contacter Mme Laetitia Chrétien
Tél: (00352) 4303 3205 Fax: (00352) 4303 3034*